

20.1 Commerce

En 2017, les secteurs du **commerce** conservent une activité dynamique, favorisée par l'accélération de l'investissement des entreprises (+ 4,1 %, après + 3,4 % en 2016), tandis que les dépenses de consommation des ménages décélèrent nettement en volume (+ 1,0 %, après + 2,1 %). Les exportations en volume accélèrent fortement (+ 4,5 %, après + 1,5 %), permettant une contribution positive du commerce extérieur à la croissance, profitant aux entreprises commerciales en France.

Dans le **commerce de gros**, l'activité progresse dans la quasi-totalité des secteurs et les prix repartent à la hausse pour la première fois depuis cinq ans, portés notamment par ceux des carburants. Les ventes en gros de biens d'équipement bénéficient de la hausse marquée de l'investissement des entreprises. L'activité des grossistes en biens domestiques décélèrent en lien avec la baisse de la consommation. Après quatre années de hausse soutenue, l'activité des **intermédiaires** ralentit également. Seule l'activité des grossistes en produits agricoles bruts et animaux vivants se dégrade en 2017, pénalisée par les mauvaises récoltes de céréales de 2016.

En 2017, la situation du **commerce** et de la **réparation automobiles** continue de s'améliorer nettement. Les prix remontent, tirés par ceux des automobiles et des motos. Le dynamisme de l'activité est imputable aux ventes du commerce automobile. Contrairement aux années passées, les constructeurs de groupes français tirent davantage parti de la progression des ventes de voitures

particulières neuves ; leur part de marché atteint 54,5 %. Les ventes sont particulièrement bien orientées sur le segment des véhicules de gamme supérieure et les véhicules de luxe. Le commerce d'équipement automobile est également très dynamique.

En 2017, les ventes du **commerce de détail** continuent d'augmenter en volume, mais à un rythme un peu moins rapide qu'en 2016. Les prix des marchandises vendues au détail augmentent pour la première fois depuis 2013. Le commerce alimentaire spécialisé retrouve son dynamisme. Les ventes des petites surfaces généralistes sont en hausse. À l'inverse, l'activité des grandes surfaces, qui représente les deux tiers des ventes alimentaires, est en berne. Dans son ensemble, le commerce non alimentaire en magasin ralentit légèrement. Les ventes ralentissent pour l'équipement du foyer et reculent pour l'habillement-chaussure. En revanche, les ventes dans les **grands magasins** rebondissent, bénéficiant du retour des touristes étrangers. Le commerce hors magasin progresse nettement en 2017 sous l'effet du développement de la vente à distance portée par le e-commerce.

Dans ce contexte de croissance, l'emploi salarié augmente entre fin 2016 et fin 2017 dans les secteurs du commerce. Environ 3,1 millions de salariés travaillent dans le commerce ; ils représentent 20 % des salariés des secteurs principalement marchands. Plus de la moitié d'entre eux exercent dans le commerce de détail et un peu moins d'un tiers dans le commerce de gros. ■

Définitions

Commerce de détail : consiste à vendre des marchandises dans l'état où elles sont achetées (ou après transformations mineures) généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues. Outre la vente, cette activité de commerce de détail peut aussi recouvrir la livraison et l'installation chez le client.

Commerce de gros : consiste à acheter, entreposer et vendre des marchandises généralement à des détaillants, à des utilisateurs professionnels ou des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires, et ce quelles que soient les quantités vendues.

Artisanat commercial, commerce, commerce et réparation d'automobiles, grand magasin, hypermarché, intermédiaires du commerce de gros, supermarché : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « La situation du commerce en 2017 », *Document de travail* E2018/05, Insee, décembre 2018.
- « Portrait de groupes dans le commerce – Un poids élevé et une forte spécialisation », *Insee Première* n° 1724, décembre 2018.
- « Les réseaux d'enseigne dans le commerce de détail alimentaire – 85 % du chiffre d'affaires du secteur, concentré sur quelques grands acteurs », *Insee Première* n° 1723, décembre 2018.
- « Le commerce en 2017 – L'activité reste dynamique, les prix repartent à la hausse », *Insee Première* n° 1702, juin 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Parts de marché du commerce de détail selon la forme de vente

en % de la valeur TTC

	Produits alimentaires (hors tabac)		Produits non alimentaires	
	2016	2017 (p)	2016	2017 (p)
Alimentation spécialisée ¹	17,7	18,4	0,6	0,7
Boulangeries-pâtisseries	6,8	7,1		
Boucheries-charcuteries	4,2	4,1		
Autres magasins d'alim. spécialisée	6,7	7,1		
Petites surfaces d'alim. générale et magasins de produits surgelés	6,1	6,4		
Grandes surfaces d'alim. générale	65,5	64,7	13,4	13,2
<i>dont : supermarchés</i>	28,4	28,3	5,1	5,0
<i>hypermarchés</i>	36,3	35,5	8,0	7,9
Grands magasins et autres magasins non alim. non spécialisés	0,2	0,3	2,8	2,9
Magasins non alimentaires spécialisés (y c. pharmacies)	1,2	1,2	58,0	57,5
Carburant	0,3	0,3	4,1	4,3
Pharmacies ²	0,1	0,1	10,4	10,2
Autres	0,8	0,7	43,4	43,0
Commerce hors magasin	7,2	7,3	7,3	7,6
Événementaire et marché	2,3	2,3	0,4	0,4
Vente à distance	3,7	3,9	5,4	5,6
Autres formes	1,1	1,1	1,5	1,5
Commerce de détail et artisanat commercial	97,9	98,1	82,1	81,8
Ventes au détail du commerce automobile ³	0,0	0,0	10,1	10,4
Autres ventes au détail ⁴	2,1	1,9	7,8	7,8
Ensemble des ventes au détail	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Y c. artisanat commercial. 2. Pharmacies et commerces d'articles médicaux et orthopédiques. 3. Ne comprend pas les ventes et réparations automobiles, inclut seulement les ventes et réparations de motocycles et les ventes de produits liés à l'automobile. 4. Commerce de gros, prestataires de services et ventes directes des producteurs.

Note : l'activité de certaines grandes entreprises peut relever de plusieurs formes de vente : hypermarchés, supermarchés et petites surfaces d'alimentation.

Source : Insee, comptes du commerce, base 2014.

Emploi salarié dans le commerce

effectifs en milliers

Au 31 décembre	2000	2005	2017 (p)
Commerce et réparation automobiles	390	401	381
Commerce de gros	996	1 011	969
Commerce de détail ¹	1 526	1 646	1 793
Total	2 912	3 058	3 144

1. Hors activités de réparation.

Champ : France hors Mayotte, hors artisanat commercial.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Activité commerciale selon le secteur d'activité

	Valeur en milliards d'euros	Évolution des ventes en volume aux prix de l'année précédente en %	
	2017 (p)	16/15	17/16 (p)
Commerce de détail²	507,4	1,6	1,2
Alimentation spéc. et artisanat comm.	46,5	0,2	3,7
Petites surf. d'alim. gén. et mag. de prod. surg.	13,7	2,2	5,0
Grandes surfaces d'alim. générale	174,0	0,6	-1,2
Grands mag. et autres mag. non alim. non spéc.	11,1	0,7	6,9
Magasins non alim. spécialisés (y c. pharmacie)	220,1	2,7	1,3
Carburants	16,6	6,7	-1,3
Technologie de l'info. et de la comm.	8,1	3,2	4,6
Équipement du foyer	50,9	4,5	1,4
Culture, loisirs	25,0	6,6	1,9
Autres comm. de détail en magasin spéc.	119,5	0,6	1,3
Habillement-chaussures	37,8	-0,7	-1,0
Autres équip. de la personne	20,3	-1,0	2,0
Pharmacies, articles médicaux et orthop.	37,6	4,4	1,9
Autres magasins spécialisés	23,8	-2,0	3,6
Commerce hors magasin	42,0	2,4	5,2
Comm. et réparation automobiles¹	127,4	5,7	4,9
Comm. de véhicules automobiles	91,6	7,1	5,1
Entretien et réparation automobile	21,6	2,4	2,8
Comm. de gros d'équip. automobiles	1,9	0,6	7,0
Comm. de détail d'équip. automobiles	8,4	1,6	9,8
Comm. et réparation de motocycles	3,9	3,3	2,2
Commerce de gros³	647,9	3,6	2,4
<i>dont produits agricoles bruts</i>	61,6	1,7	-4,3
<i>produits alim., de boissons et de tabac</i>	148,5	6,9	3,5
<i>biens domestiques</i>	147,2	2,9	1,0
<i>équipements de l'info. et de la comm.</i>	47,7	1,9	6,9
<i>autres équipements industriels</i>	89,9	2,5	4,8
<i>autres commerces de gros spécialisés</i>	127,0	1,2	2,9
Intermédiaires du commerce	126,7	3,1	1,0

1. Ventes de marchandises TTC.

2. Ventes de marchandises au détail y c. ventes de l'artisanat commercial : boulangeries, pâtisseries, charcuteries.

3. Ventes de marchandises HT : y c. secteurs du commerce de gros de produits divers.

Note : répartition par secteur d'établissement pour le commerce de détail et le commerce et réparation d'automobiles, répartition par secteur d'entreprise pour le commerce de gros.

Source : Insee, comptes du commerce, base 2014.

Chiffre d'affaires du commerce selon le secteur d'activité au sein de l'UE en 2017

en milliards d'euros

Pays	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Pays	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total
Allemagne	271,3	1 230,3	560,2	2 061,8	Lettonie	2,1	18,4	7,4	27,9
Autriche	37,3	146,7	66,5	250,5	Lituanie	3,7	21,5	10,7	35,9
Belgique	96,0	250,3	91,5	437,9	Luxembourg	4,3	72,5	8,3	85,1
Bulgarie	4,6	39,6	15,3	59,5	Malte	0,5	5,5	2,6	8,6
Chypre	0,9	5,6	5,7	12,2	Pays-Bas	70,2	484,4	115,8	670,5
Croatie	3,9	16,2	13,5	33,5	Pologne	46,0	231,1	119,4	396,4
Danemark	24,6	112,4	44,6	181,5	Portugal	20,3	67,5	49,1	136,9
Espagne	84,6	446,0	227,6	758,2	Rép. tchèque	21,1	90,0	41,5	152,7
Estonie	3,3	15,5	6,7	25,5	Roumanie	10,9	63,6	44,9	119,4
Finlande	17,4	61,9	38,2	117,5	Royaume-Uni	226,6	910,9	463,6	1 601,1
France	186,7	667,9	469,2	1 323,8	Slovaquie	6,8	30,5	20,1	57,4
Grèce	6,5	56,9	40,7	104,1	Slovénie	6,0	14,4	13,5	33,9
Hongrie	13,6	52,2	31,3	97,1	Suède	49,1	166,7	78,0	293,8
Irlande	17,7	131,9	40,6	190,2	UE¹	1 319,1	5 725,5	2 865,9	9 910,5
Italie	132,9	559,7	322,7	1 015,3					

1. Données 2016. Note : données 2017 provisoires ; données selon la Nace rév. 2.

Source : Eurostat (extraction du 12 décembre 2018).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2019 – Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

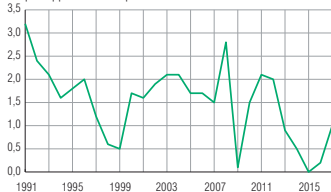
HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales